



La légitimité, la confiance, la crédibilité ne se gagnent pas par des paroles tirées à quatre épingles, mais par des actes authentiques, peu importe s'ils sont couronnés de succès.

Patrick Louis Richard
www.citaton-celbre.com

Éditorial : La crédibilité passe par les actes
P.2



Chômage massif pour les Djiboutiens mais emplois pour beaucoup d'autres
P.3



Manifestation pour les droits et la dignité à Arhiba (djibouti-ville)
P.4



Manifestation à As-Eyla dans le District de Dikhil
P.5



Somaliland : Crise politique suivie d'affrontements armés entre Hargeissa et Lasanod
P.6



Cameroun : un autre journaliste, Ola autour d'un ballon Bébé, assassiné
P.7



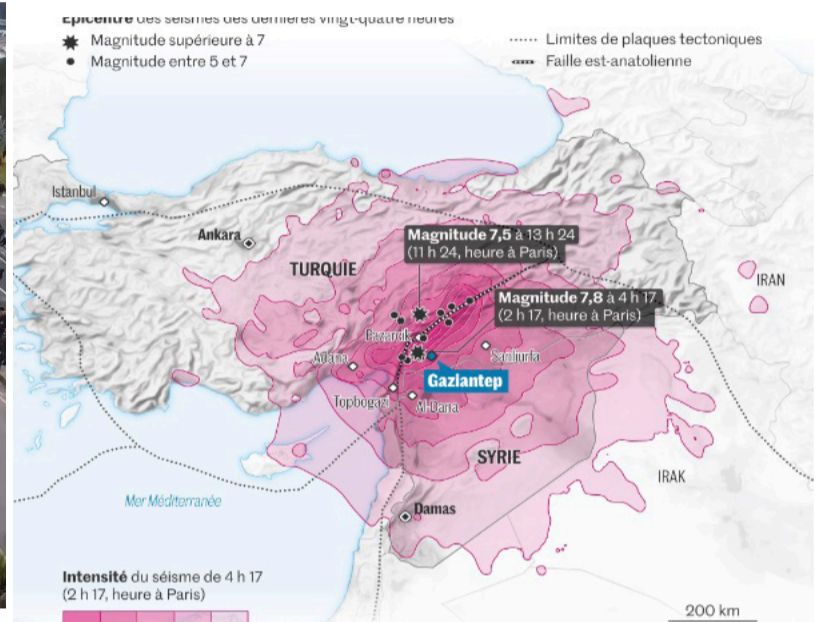
Chine-États-Unis : Tensions diplomatiques autour d'un ballon espion de Pékin
P.8



Récit : Asli et les siens (Suite)
P.10



Les secouristes s'affairent dans les décombres d'un immeuble dévasté de Sanliurfa, dans le sud-est de la Turquie, après le séisme du 6 février 2023. STR / AFP



Des séismes de magnitude allant 5,5 à 7,8 ont secoué la Turquie et la Syrie

Abdallah Kalil

La Turquie et la Syrie ont été frappés par des tremblements de terre lundi 6 février 2023. L'épicentre de ces séismes serait situé au sud-est de la Turquie, dans la province de Kahramanmaraş, plus exactement au district de Pazarcik, à 60 km de la frontière syrienne.

Selon un bilan provisoire, ils ont fait plus de 20000 morts et 70000 blessés. Sur ce nombre, et d'après les décomptes des sources officielles et médicales dans les deux pays, la Turquie déploierait 3500 morts et la Syrie

près de 2000. Au niveau des dégâts matériels, on dénombre près de 10000 bâtiments complètement détruits pour la seule Turquie.

Le premier de ces violents séismes dont la magnitude dépassait le 7,8 sur l'échelle de Richter, une échelle qui en compte 10, a frappé la région située entre les deux pays lundi 6 février à 4h 47 du matin. Il a été suivi d'une réplique de forte intensité de 7,5 à la mi-journée. Puis, mardi 7 février au matin, plusieurs secousses dont la plus forte était de 5,5 ont été enregistrées. Les fortes répliques ont causé plus de dégâts matériels et aggravé le bilan humain en raison de l'effondrement

des bâtiments fragilisés par le premier séisme.

Sur les réseaux, les recherches de proches se sont multipliées. Des noms de personnalités célèbres, notamment de footballeurs, y ont circulé. Les ambassades des pays étrangers vérifient également si leurs ressortissants sont touchés. Pour les ressortissants djiboutiens, il y aurait un mort, un jeune étudiant Sahal Abdi Djama. La communauté djiboutienne serait également sans nouvelles 6 autres jeunes étudiants qui n'auraient pas donné de signe de vie depuis le lundi.

D'après des ONGs turques, le bilan dans leur pays risque de s'alourdir de heure en heure, jour après jour, en raison du nombre de personnes portées disparues, ou encore sous les décombres mais aussi du fait du froid hivernal dans la région où se situe l'épicentre des séismes.

Mardi, l'OMS a annoncé que près de 23 millions de personnes pourraient être impactées par ces séismes et promet un soutien à long terme après l'envoi d'une aide d'urgence. La puissance des séismes et le nombre des répliques font craindre le pire dans les jours et les semaines à venir ■

EDITORIAL

La crédibilité passe par les actes

Mahamoud DJAMA

Crédibilité. Le terme est chargé de sens. Selon le dictionnaire Larousse de la langue française, il signifie : "A qui on peut se fier. Qui peut être cru, en quoi on peut avoir confiance". Au reste, à travers ses deux premières lettres, la racine du verbe croire se repère dans le substantif crédibilité comme dans l'adjectif crédible.

Or, comme le rappelle le dictionnaire, du verbe croire au verbe se fier, ou à l'expression verbale avoir confiance, il n'y a pas loin. Croire rime avec avoir confiance. L'on ne peut croire quelqu'un ou quelque chose, s'il n'y a pas confiance en cette personne ou chose.

Alors qu'est-ce qui fait que l'on a confiance ou non, que quelqu'un ou quelque chose est crédible ou non ? Clairement, le dire ne suffit pas pour inspirer confiance et gagner en crédibilité. Les mots, s'ils ne sont pas adossés à des actes,

s'ils ne reçoivent pas de contenu concret, deviennent autant de coquilles vides. Ils se vident même de leur sens. Imaginez qu'il suffise de se dire crédible pour l'être, sans faire ses preuves, c'est-à-dire sans actes probants, ou avec des actes contraires : le terme perd sa signification. L'expression "c'est aux actes que l'on juge les humains", n'est pas le fruit du hasard mais une leçon de l'expérience interhumaine. Elle vaut aussi pour les choses. Ainsi, si telle chose, par exemple une machine, est qualifiée de fiable, ou de crédible, c'est qu'elle a fait ses preuves de bon fonctionnement.

Il s'ensuit qu'un menteur n'est pas crédible, un opportuniste ou un démagogue non plus, un imposteur encore moins.

Il s'ensuit qu'un menteur n'est pas crédible, un opportuniste ou un démagogue non

plus, un imposteur encore moins. Leurs actes passés et ou présents les disqualifient. Cela est vrai en politique comme ailleurs.

A cette aune, le président Ismail Omar Guelleh, dont la gouvernance viole allègrement la démocratie et les droits de l'Homme que consacre pourtant la Constitution djiboutienne, est-il crédible, lorsqu'il discourt sur les valeurs démocratiques ou les droits de la personne humaine ? Est-il crédible, lorsqu'il affirme vouloir lutter contre la pauvreté ou la corruption, alors qu'il porte une large responsabilité dans l'aggravation de ces deux tristes réalités ? Est-il crédible, lorsqu'il se pose en champion de la paix régionale ? Il est difficile de répondre par l'affirmative.

Cela explique pourquoi il s'est couvert de ridicule en se proposant comme médiateur dans la crise de la région Sol-Sanag-Cayn (SSC) du Somali-

land. D'abord, il semble qu'il ait déclaré son offre sans l'accord préalable du leadership de SSC, ce qui n'est pas un signe de sérieux. Ensuite, sa côte de confiance est au plus bas à travers le monde somali où, au long des ans, les gens ont appris à le connaître. Ils ont notamment vu le décalage entre son discours et ses actes dans la crise somalienne. De sorte qu'il a perdu la confiance qu'il leur avait inspirée hors actes, dans le discours. Parmi les derniers actes qui ont achevé de démonter son image usurpée, figure son attitude dans la crise diplomatique qui a éclaté en décembre 2020 entre la Somalie et le Kenya. Il n'a été ni fraternel, ni neutre : il a pris le parti du Kenya, alors que Mogadiscio présentait bien des preuves des violations kenyanes de sa souveraineté et de ses frontières, notamment dans la région de Gedo.

La crédibilité passe par les actes ■

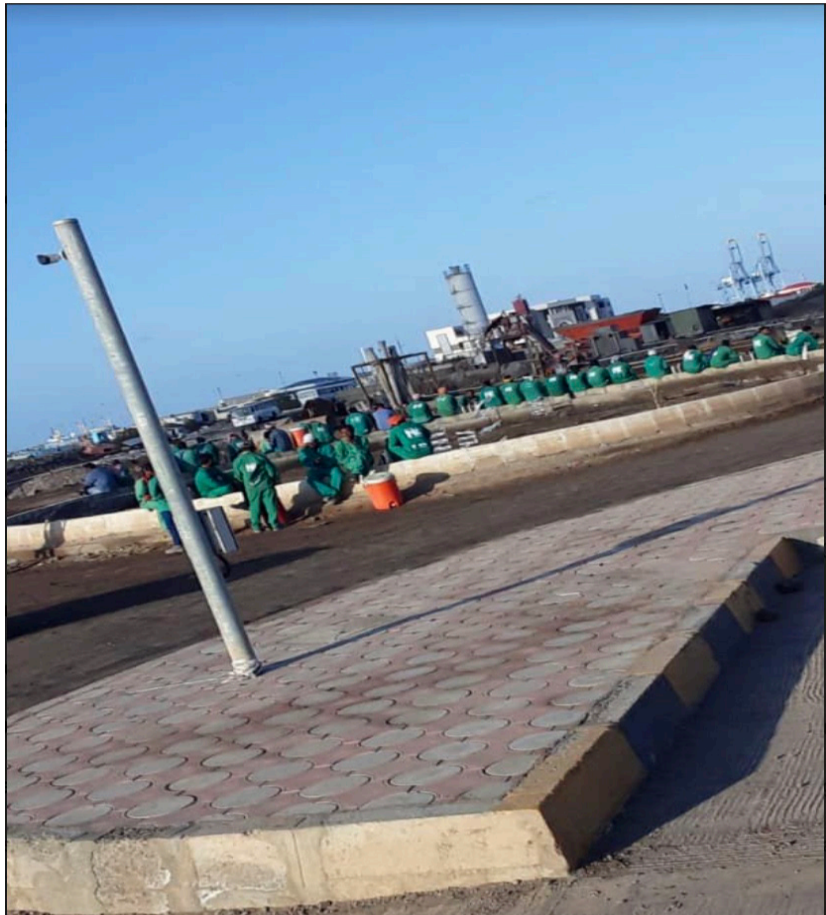
La légitimité, la confiance, la crédibilité ne se gagnent pas par des paroles tirées à quatre épingles, mais par des actes authentiques, peu importe s'ils sont couronnés de succès.



Patrick Louis Richard

www.citation-celebre.com

Chômage massif pour les Djiboutiens mais emplois pour beaucoup d'autres



Chômage, total des jeunes (% de la population active âgée de 15 à 24 ans) (estimation modélisée OIT) - Djibouti

Organisation internationale du travail, ILOSTAT.



Ali Adoita

Ce n'est un secret pour personne, le chômage est massif à Djibouti, particulièrement chez les jeunes. Ces derniers représentent, rappelons-le, l'immense majorité de la population générale du pays puisque celles et ceux âgés de 34 ans et moins en constituent plus de 70%. Les chômeurs djiboutiens sont visibles partout, en ville comme à la campagne. Ils sont visibles dans les villages, dans les quartiers, dans les rues, au centre-ville, devant les bureaux administratifs. Beaucoup d'entre eux sont formés ou faciles à former et donc employables. Selon certaines sources, des milliers de diplômés de l'université figurent parmi les chômeurs.

Le gouvernement promet

régulièrement des emplois. A commencer par son chef Ismail Omar Guelleh qui a affirmé placer son 5ème mandat présidentiel illégitime sous le signe de la jeunesse. Il a même claironné qu'il se représentait à la

Pourtant, les emplois ne manquent pas dans ce pays. Il y en a dans tous les secteurs d'activités, mais ils profitent peu aux chômeurs djiboutiens.

Beaucoup d'emplois que des Djiboutiens peuvent occuper vont à des travailleurs étrangers qui, pour un bon nombre d'entre eux, viennent de loin.

demande de la jeunesse, ce qui était naturellement contraire à la réalité. Quelques milliers d'élèves et d'étudiants sommés de faire foule et qui se sont exécutés par peur d'être exclus de l'école ne reflètent pas la volonté collective de la jeunesse du pays. Son ministre de l'emploi, aujourd'hui ministre du budget, Isman Ibrahim Robleh, a promis pas moins de 5000 emplois aux jeunes. Ces emplois n'ont jamais été offerts et la promesse gouvernementale s'est révélée, encore une fois, mensongère.

Pourtant, les emplois ne manquent pas dans ce pays. Il y en a dans tous les secteurs d'activités, mais ils profitent peu aux chômeurs djiboutiens. Beaucoup d'emplois que des Djiboutiens peuvent occuper vont à des travailleurs étrangers qui, pour un bon nombre

d'entre eux, viennent de loin.

De ces emplois qui manquent aux Djiboutiens, le secteur du bâtiment en compte beaucoup. Sur de nombreux chantiers dits privés et souvent liés au pouvoir en place, des salariés étrangers sont bien visibles. C'est le cas de l'hôtel en construction dans le périmètre de Bawadi Mall, en bordure de la Route de Venise, à Djibouti-ville, la capitale djiboutienne. Selon nos informations, la plupart des ouvriers qualifiés et des chefs sont des ressortissants indiens. Il en est de même pour le chantier dit de marina en cours sur le site de l'ancien immeuble d'État Les Mouettes, devenu hôtel privé dénommé Impérial, en bordure de la plage La Siesta. D'autres chantiers de la capitale, que ce soit au cosu quartier Haramouss ou ailleurs, emploient aussi des ressortissants indiens ou autres.

Ali Adoita

Nos sources nous apprennent que ces travailleurs indiens constituent tout un contingent, qu'ils sont logés dans l'enceinte de la cimenterie Nael Cement du PK12, en banlieue de Djibouti-ville, et qu'ils vivent en vase clos. Leur recrutement se fait, dit-on, comme dans les pays du Golfe : ils seraient soumis à des conditions de recrutement, d'emploi et de rémunération opaques. En tout cas, ils sont transportés par bus sur les chantiers où une nourriture à part leur est apportée, puis ils sont ramenés au centre d'hébergement par les mêmes véhicules. Ils ne sortent que les fins de semaine pour faire leurs courses dans les grandes surfaces

de Djibouti-ville, sous escorte. On ne les voit donc pas circuler librement en ville.

Incontestablement, les Djiboutiens suffisamment qualifiés et expérimentés pour bénéficier des emplois que ces personnes étrangères occupent dans les différents corps de métiers sont disponibles. Mais ils ne sont pas recrutés et restent livrés à la souffrance du chômage.

D'autres secteurs d'activités tels que la distribution ou les entreprises de technologie privilégient également la main d'œuvre importée. Ainsi, le département technique de Bawadi Mall serait aux mains d'autres ressortissants indiens, alors que des cohortes

de techniciens et de techniciens supérieurs sortent chaque année des établissements djiboutiens de formation professionnelle tels que le Lycée industriel et commercial (LIC) et les filières industrielles de l'Université de Djibouti. Ils viennent, pour la majorité, gonfler les rangs des chômeurs.

La vie entrepreneuriale n'échappe pas à cette situation peu favorable aux Djiboutiens. Les créateurs d'entreprises nationales se disent peu favorisés. La structure au nom ronflant appelée Centre de leadership et d'entrepreneuriat (CLE), à laquelle un certain Ilyas Moussa Dawaleh, ministre de l'économie, associe son nom, demeure bien en-deçà de l'ambition qu'elle affiche. Pour

beaucoup de Djiboutiens, elle serait une coquille vide, jugement peu flatteur.

Il est difficile de penser que tout cela ne répond pas à une volonté politique négative. Cette accumulation de faits suggère largement que le gouvernement djiboutien ne se soucie pas des gouvernés djiboutiens. Qu'ils trouvent du travail, vivent décemment et contribuent à l'économie du pays, ne semblent pas intéresser Ismail Omar Guelleh et son équipe. C'est à croire qu'ils sont heureux de savoir les Djiboutiens chômeurs et pauvres.

N'est-ce pas messieurs et mesdames ? A suivre ■

Manifestation pour les droits et la dignité à Arhiba (djibouti-ville)



Mohamed Ibrahim

J eudi 2 février 2023, de nombreux jeunes de la cité populaire et peuplée d'Arhiba, à Djibouti-ville, sont spontanément descendus dans la rue. Ils se sont notamment répandus sur la Rou-

te dite d'Arta qui passe devant leur quartier. Ils manifestaient leur rejet de la mauvaise gouvernance et de ses méfaits. Ils manifestaient pour leur dignité humaine et leurs droits de citoyens.

Comme d'ordinaire, la police a

été envoyée en nombre pour les charger à coups de gaz lacrymogène et disperser. Mais les jeunes ont résisté, certains au prix de blessures corporelles. Plusieurs jeunes auraient été blessés par les projectiles policiers.

Selon certaines sources, il n'y aurait pas eu d'arrestations parmi les manifestants. Selon d'autres, plusieurs jeunes auraient été arrêtés.

Mohamed Ibrahim

Au moment où nous achevons cette édition, il n'est pas certain

que des manifestants d'Arhiba soient aux mains de la police ou jetés à la sinistre prison centrale Gabode de Djibouti-ville.

Reste que cette manifestation ne semble pas anecdotique. Elle suggère un sentiment de ras-le-

bol chez les jeunes et moins jeunes de la capitale et du pays. A suivre■

Manifestation à As-Eyla dans le District de Dikhil



Kassim Nouh

À l'instar de leurs compatriotes du quartier Arhiba de la capitale qui ont manifesté jeudi 2 février 2023, les jeunes de la ville d'As-Eyla, dans la région de Dikhil, au sud-ouest du pays, ont massivement manifesté dimanche 5 février 2023 pour leurs droits socio-économiques et politiques, notamment pour l'emploi, une vie décente et le respect des libertés fondamentales. Ils brandissaient des banderoles portant leurs revendications. Certains

d'entre eux ont pris la parole, fustigeant le mépris du gouvernement et des responsables locaux à l'égard de la jeunesse. Ils ont souligné qu'ils ne croient plus aux promesses sans lendemain du pouvoir en place et appelé les autres jeunes à réagir comme eux et à amplifier le mouvement pour les droits "les plus absolus".

Il faut rappeler que la région de Dikhil connaît, comme les autres régions du pays, un taux de chômage des jeunes de près de 75%, ce qui indique une grave absen-

ce d'opportunités économiques. Elle connaît aussi un manque cruel d'équipements sportifs, de filières de formation professionnelle porteuses et de loisirs. Sans compter l'échec scolaire et les violences d'État.

La semaine dernière, la ville de Dikhil a été endeuillée par la mort brutale d'un jeune homme aux mains de la police. D'après les informations recueillies par La Voix de Djibouti, le jeune Abdoukader Obakar Houmed est mort sous la torture, notamment

par strangulation. A ce jour, ni la police ni le gouvernement n'ont essayé d'expliquer la mort de ce jeune homme marié et père de quatre enfants. Affaire à suivre■

Trois ouvriers électrocutés sur un chantier à la Cité Nassib

Mohamed Ibrahim

Selon des informations fiables que La Voix de Djibouti (LVD) a pu recueillir, trois ouvriers du bâtiment ont été électrocutés dimanche 5 février 2023 sur un chantier de la Cité Nassib, en banlieue Balbala de Djibouti-ville, la capitale. L'un des trois hommes

est décédé sur place. Il s'agit de Moustapha Gamieh Omar. Un autre, Dirieh Daher Moussa, est entre la vie et la mort à l'hôpital. Quant au troisième, Houssein Guedi Aden, il souffre de blessures moins lourdes.

Le drame est survenu sur le chantier d'un immeuble appartenant à un particulier djiboutien.

C'est arrivé au moment où les trois ouvriers montaient du fer à béton vers le troisième et dernier étage du chantier. Le métal est venu au contact d'un câble électrique aérien non isolé d'Électricité de Djibouti (EDD), ce qui a électrocuté les trois personnes.

Cet accident meurtrier soulève des questions quant au respect

des règles de sécurité sur le chantier. Comment se fait-il qu'un câble électrique aérien non isolé soit si proche du lieu des travaux ? Comment son contact avec le fer à béton a-t-il pu se produire ? Les ouvriers portaient-ils des gants et des chaussures de protection ? A suivre de près■

Somaliland : Crise politique suivie d'affrontements armés entre Hargeissa et Lasanod



Waberi Osman

Depuis fin décembre 2022, une crise d'ordre politique oppose les habitants des régions Sol, Sanag et Ayn (SSC en langue somalie) dont la principale ville est Lasanod aux autorités somalilandaises. La crise est partie d'un soulèvement des habitants de Lasanod contre le pouvoir central de Hargeissa. Les manifestants arboraient le drapeau bleu de la Somalie et demandaient à être rattachés à l'État fédéral somalien. Ils ont été réprimés dans le sang.

Selon certains observateurs, ce sont des facteurs tels que l'insécurité, laquelle se traduit notamment par des assassinats ciblés, et un sentiment de margi-

nalisation qui ont conduit au soulèvement.

Au fil des jours, Lasanod est devenue le lieu de ralliement des élites de la région Sol-Sanag-Ayn, élites traditionnelles mais aussi urbaines. Les chefs coutumiers appelés garads ou ougas et autres okals s'y sont rassemblés et ont fait jonction avec les acteurs urbains. Une direction exécutive a été mise en place et des assises politiques organisées.

Les autorités somalilandaises ont laissé faire, espérant influencer les résultats de la réunion. Elles ont dépêché leur ministre de l'intérieur, Mohamed Kahin Ahmed, le président de l'assemblée somalilandaise, Abdirisak Khalif

Ahmed, et d'autres officiels.

Mais les choses n'ont pas dévié de la trajectoire annoncée par le soulèvement de Lasanod, à savoir la rupture avec l'État autoproclamé du Somaliland et la création consécutive d'un État régional fédéré à l'État fédéral somalien. Hargeissa a alors vu rouge, car une telle rupture retire au Somaliland l'argument des frontières héritées du colonialisme qui est central à sa quête de reconnaissance internationale.

Or, le camp SSC n'est pas démuné de force militaire puisque la ville de Lasanod s'est emplies de milices communautaires et de détachements de natifs locaux qui ont déserté l'armée et la police somalilandaises. D'où

les affrontements armés qui ont éclaté lundi 6 février 2023 à Lasanod entre militaires somalilandais et combattants SSC. Qui a tiré le premier coup de feu ? Les deux camps s'en rejettent la responsabilité, mais le bilan des pertes humaines et des dégâts matériels est déjà lourd.

Sans les régions Sol-Sanag-Ayn, le Somaliland cesse d'être l'héritier étatique de la colonie britannique du Somaliland. Il perd la légitimité historique qu'il fonde sur le fait colonial et l'indépendance obtenue le 26 juin 1960, une indépendance qui lui a permis de s'unifier avec la Somalie devenue indépendante de la tutelle coloniale italienne le 1er juillet 1960.

Waberi Osman

Il faut dire que l'argumentaire que développe le Somaliland pour sa reconnaissance internationale est articulé autour de l'idée d'un État devenu indépendant dans les frontières héritées du colonialisme avec pour capitale Hargeissa, qui a ensuite conclu une union politique avec un autre

État également devenu indépendant de la tutelle coloniale avec pour capitale Mogadiscio (Somalia), afin de former la République de Somalie, et qui, en 1991, a décidé de mettre fin à cette union politique pour redevenir l'État indépendant du Somaliland. Si ces frontières changent avec la perte des régions Sol, Sanag et Ayn, cet argumentaire sera sérieusement affaibli. Ce, d'autant plus que d'autres régions somalilandaises telles que Awdal semblent à l'affût, prêtes à marcher sur les pas de Sol, Sanag et Ayn.

Mais alors pourquoi une telle crise au Somaliland ? Quelles causes profondes ? Quelle est

la responsabilité du pouvoir somalilandais dans ces fractures socio-politiques ? Le langage des armes est-il la solution à la crise ? Ce sont là des questions qui s'imposent à tout esprit capable de distance réflexive. A suivre ■

Cameroun : un autre journaliste, Ola Bébé, assassiné



Mahamoud DJAMA

Les assassinats de journalistes continuent au Cameroun. Après le meurtre du directeur et animateur de radio Arsène Salomon Mbani Zogo alias Martinez Zogo dont

le corps avait été retrouvé le 22 janvier 2023 à Yaoundé, la capitale camerounaise, un autre journaliste, Jean-Jacques Ola Bébé, a été tué jeudi 2 février vers 22 heures. Il a été assassiné non loin de son domicile, à Yaoundé.

Il était animateur radio et proche collaborateur de Martinez Zogo qui avait été enlevé le 17 janvier 2023, puis assassiné et

abandonné quelque part dans la ville.

Mahamoud DJAMA

Selon l'épouse d'Ola Bébé, le journaliste se sentait traqué par des inconnus. Il l'en avait informée, lui expliquant qu'il "devait s'absenter de la maison pour un moment". Comme son ami et confrère Martinez Zogo, il était connu pour son franc-parler et son courage, notamment dans la dénonciation des injustices et autres abus de pouvoir tels que la corruption. Il s'était insurgé contre le meurtre de Zogo.

Clairement, il s'agit de réduire à jamais au silence les journalistes courageux au Cameroun. Par leurs cibles comme par leurs circonstances, ces meurtres successifs, perpétrés en moins de deux semaines, suggèrent une opération d'éliminations physiques planifiée et exécutée avec méthode et moyens.

Bien entendu, l'assassinat du journaliste et animateur de radio Jean Jacques Ola Bébé, également prêtre de l'église orthodoxe du pays, a choqué la communauté médiatique camerounaise. Concernant l'assassinat de Martinez Zogo, les investigations menées par "une commission mixte d'enquêtes gendarmerie-police" ont permis "l'arrestation de plusieurs personnes dont l'implication dans ce crime odieux est fortement suspectée", selon un communiqué de la présidence de la République rendu

public jeudi 2 février 2023. Selon le secrétaire général de la présidence camerounaise, Ferdinand Ngoh Ngoh, "d'autres restent recherchées". Il a ajouté que "les auditions en cours et les procédures judiciaires qui s'en suivront permettront de circonscrire le degré d'implication des uns et des autres et d'établir l'identité de toutes les personnes mêlées à un titre ou à un autre à l'assassinat de Martinez Zogo".

*De même,
l'ONG Amnesty
International avait
condamné avec
force l'assassinat
de Martinez Zogo,
dénonçant une
"trop longue liste
des personnes
tuées, violentées,
condamnées ou
intimidées au
Cameroun pour
s'être exprimées
sur des violations
des droits humains,
et cela dans une
impunité totale".*

D'après des sources proches de l'enquête, Léopold Maxime Eko, chef de la Direction générale de la recherche extérieure (DGRE) et le lieutenant-colonel Justin Danwe, directeur des opérations à la DGRE, ont été auditionnés le 1er février au se-

crétariat d'État à la gendarmerie à Yaoundé.

La Conférence épiscopale du Cameroun avait fermement condamné "un acte barbare, inhumain et inacceptable qui vient décrire le climat délétère d'insécurité et de violence qui règne dans le pays". De même, l'ONG Amnesty International avait condamné avec force l'assassinat de Martinez Zogo, dénonçant une "trop longue liste des personnes tuées, violentées, condamnées ou intimidées au Cameroun pour s'être exprimées sur des violations des droits humains, et cela dans une impunité totale".

Nous condamnons, à notre tour, et comme nous l'avons fait pour Martinez Zogo, le meurtre de notre confrère Jean-Jacques Ola Bébé. Nous demandons que justice soit rendue de la manière la plus rigoureuse. A sa famille, à ses proches, à la communauté médiatique camerounaise et à tous les Camerounais épris de liberté, nous adressons nos sincères condoléances ■

Chine-États-Unis : Tensions diplomatiques autour d'un ballon espion de Pékin



Le présumé ballon espion chinois dérive vers l'océan après avoir été abattu au large de la côte à Surfside Beach, en Caroline du Sud, aux États-Unis, le 4 février 2023. | REUTERS / RANDALL HILL / FILE PHOTO

Waberi Osman

Un ballon espion chinois a été repéré dans le ciel américain. Selon des responsables du ministère américain de la défense, le Pentagone, il est entré pour la première fois aux États-Unis d'Amérique le 28 janvier 2023 au-dessus de l'Alaska, puis il est revenu mardi 31 janvier par le nord-ouest. Durant quatre jours, l'appareil a évolué dans l'espace aérien américain.

Pendant ce temps, la Maison Blanche cherchait, apprend-on, le meilleur moment et le meilleur lieu pour l'abattre sans faire de dégâts collatéraux, notamment

chez les habitants. Précisément, Joe Biden attendait que le ballon se retrouve en zone non habitée pour ordonner sa destruction.

Mais cette attente de nature opérationnelle lui a attiré les critiques républicaines qui lui reprochaient son inaction. L'engin volant est même devenu un feuilleton pour les médias américains et, dans les zones survolées, il a suscité la curiosité des habitants qui cherchaient à le capter en vidéo.

C'est finalement samedi 4 février qu'un avion de chasse américain F-22 Raptor a mis un terme au vol du ballon espion au-

dessus du territoire américain. Ce, au moment où la cible est parvenue au large de la Caroline du Sud, au-dessus de l'océan atlantique. Le choix de ce moment et de cette position a permis, dit-on, d'éviter tout risque de dommages humains ou matériels que les débris éparpillés auraient fait subir.

Le ministère des affaires étrangères chinois a "protesté contre l'attaque américaine d'un dirigeable civil",

Parti de la base de Langley

(Virginie), l'avion de chasse a tiré un seul missile sur le ballon qui n'a laissé dans le ciel qu'un nuage éphémère. Ce dernier avait pourtant la taille de trois bus. Il est tombé dans les eaux territoriales américaines.

Une mission de recherche a été immédiatement lancée pour repêcher les pièces encore identifiables de l'engin.

Le ministère des affaires étrangères chinois a "protesté contre l'attaque américaine d'un dirigeable civil", ajoutant que Pékin se réservait le droit de répondre ■

Nos lecteurs ont du talent

Récit : Asli et les siens (Suite)



Bien entendu, l'aîné d'Asli ne se soucie pas seulement de ses apprentissages et de ses élèves du soir, il pense beaucoup à sa fratrie. Ils sont deux à avoir manqué comme lui l'inscription à l'école dite publique : Ha et Ad. En réalité, le père a choisi de ne pas les y inscrire. Il a décidé que, comme fille, socialement programmée pour le mariage, la première ne manquait rien à demeurer à la maison. Le second, il l'a orienté vers la medersa et ses études coraniques.

4ème année. Ha fait de même et s'alphabétise le soir, tout en continuant à aider sa mère le jour, particulièrement dans la vente des galettes. Elle était l'élève de son aîné à Quartier 6 et est passée avec lui à Quartier 4. Elle est encore en première année. Elle est moins portée sur les apprentissages scolaires qu'Ad, mais Da l'encourage activement. Il tient beaucoup à ce qu'elle pousse ses études et acquiert des clés pour son autonomie urbaine, notamment au plan professionnel.

La production-distribution des galettes se porte bien. Dès son arrivée en ville, la mère a repris l'activité. Elle prépare la marchandise matin et après-midi. La vente se fait en partie sur place, dans un coin de la maison, et, pour l'autre partie, dehors, aux abords du marché du quartier. L'offre de galettes est fournie et la concurrence vive, mais Asli se défend bien. Elle est des meilleures.

C'est Ha qui est chargée de la vente à l'extérieur. Elle est éveillée et dynamique, occupant pleinement son espace. Son tempérament de battante lui imprime, cependant, une promptitude à la bagarre. C'est un trait qui, se conjuguant avec sa solide constitution physique, inspire plutôt la peur. Asli a beau lui répéter

de se réfréner, elle ne laisse rien passer. Elle répond au moindre geste qu'elle juge déplacé, à la fois par les mots et les mains. Elle sort presque toujours victorieuse des affrontements. La famille ne compte plus le nombre de filles voire de garçons qui ont subi sa fureur. La mère se demande comment fait sa fille pour corriger les mal élevés, comme elle dit. Elle s'inquiète pour elle, notamment de l'œil des gens ou de quelque autre action invisible. Mais Ha est peu sensible à l'argument du risque occulte.

Pour autant, d'être prompte à en venir aux mains, n'empêche point Ha d'être bon cœur. Elle est généreuse et aide volontiers les autres, accourant s'il arrive quelque chose à un voisin ou une voisine.

Son aîné l'a vue plus d'une fois en situation de bagarre. Elle est impressionnante d'énergie et d'efficacité. Lui-même en a fait l'expérience, car elle ne s'est pas retenue de le tester physiquement, sans toutefois le vaincre. A sa corpulence déchaînée, il a su opposer habileté et sang-froid. Il a tôt compris qu'il fallait

se montrer plus fort sur tous les plans pour tenir son rang. La faiblesse, et pas seulement physique, à plus forte raison à l'âge de la fougue juvénile, n'est pas une bonne alliée face à autrui.

Pour autant, d'être prompte à en venir aux mains, n'empêche point Ha d'être bon cœur. Elle est généreuse et aide volontiers les autres, accourant s'il arrive quelque chose à un voisin ou une voisine. Cela se sait autour d'elle et lui vaut sa part d'estime. "C'est un grand cœur dans un tempérament explosif", murmure-t-on.

Le père reconnaît bien des qualités à sa fille cadette, mais il apprécie peu son penchant pour la manière forte. Il le lui dit et redit. Aussi, si quelqu'un se plaint d'elle, n'hésite-t-il pas à la réprimander voire à porter la main sur elle. Non qu'il craigne le rapport de force, il sait que certaines configurations sociales l'imposent, mais il préfère, autant que faire se peut, les mots à la manière forte. A suivre■

Avec ce choix d'autorité où les concernés n'ont pas été consultés, Da n'était pas d'accord.

Avec ce choix d'autorité où les concernés n'ont pas été consultés, Da n'était pas d'accord. Il a plaidé pour leur scolarisation, en complément du reste. Sa clairvoyante mère aussi. Mais le père a ignoré leur avis. Alors, leur complicité de toujours s'est mise en branle : ils ont résolu de réagir dans la discrétion. Cela a permis à Ad de marcher sur les pas de son aîné. Il a commencé, parallèlement à la medersa Al Najah du jour, à fréquenter une classe du soir chez Saïd dit Laurent. Il a bien progressé et passe en